

PRÉSIDENCE
DE LA
RÉPUBLIQUE

RFP

Paris, le 1er avril 1993

Le Général
Chef de l'Etat-Major Particulier

Em

NOTE

à l'attention de Monsieur le Président de la République

(Sous/couvert de Monsieur le Secrétaire Général)

Agali
JR

OBJET : Conseil restreint du 2 avril 1993 - RWANDA

Une réunion interministérielle de préparation s'est tenue ce jour au quai d'Orsay, sous la présidence du Secrétaire Général. Les points suivants ont été abordés :

1) Situation militaire

- Le FPR n'est pas intégralement revenu aux lignes du 8 février. Des indications concordantes rapportées par l'E.M.A. (renforts acheminés d'Ouganda) donnent à penser que le FPR se prépare à reprendre l'offensive à bref délai (quelques jours ou semaines).

- Le groupe d'observateurs de l'OUA, chargé de superviser la zone tampon ne fait aucun travail utile.

- la motivation de l'armée rwandaise, à l'exception de quelques unités, est basse et ne la met guère en mesure de résister avec

succès à une nouvelle offensive du FPR.

2) Du côté rwandais, la **coalition** qui soutenait le Président Habyarimana **s'est disloquée**. Le CDR ('extrémistes hutus) l'a quittée, tandis que le Président vient de quitter la présidence de son parti (MRNDD), lequel pourrait s'effondrer à brève échéance.

3) Les **négociations d'Arusha** qui portent sur la composition de la future armée rwandaise sont **bloquées**. Le FPR exige 45 % des effectifs, le gouvernement rwandais ne veut pas aller au-delà de 25 %, proportion qui risque déjà de poser de gros problèmes pour le faire accepter aux Hutus de l'armée rwandaise.

4) Implications de l'OUA et des Nations Unies.

Nous visons 3 objectifs :

a) une soixantaine d'observateurs des Nations Unies sur la frontière Rwanda - Ouganda

b) une centaine d'observateurs de l'OUA (à défaut d'en obtenir des Nations Unies) dans la zone tampon.

c) une force des Nations Unies destinée à prendre la relève de nos deux compagnies restantes à Kigali comme le prévoit l'accord de Dar-ès-Salam.

Pour le moment, malgré la mission Quai d'Orsay - Défense dépêchée auprès du Secrétariat Général des Nations Unies la semaine dernière, **nous n'avons rien obtenu de concret**, hormis, grâce au Président Diouf, une vingtaine de sénégalais en renfort des observateurs de l'OUA et l'envoi d'un militaire des Nations Unies à Kigali pour 'étudier la question'. Malgré le vote de la résolution 812 du Conseil de sécurité, **aucun de nos partenaires occidentaux ou africains n' est réellement motivé sur ce dossier.**

*

Le risque est donc sérieux de nous trouver d'ici quelques jours face à une nouvelle offensive du FPR.

* *
*

Seront soumis à l'examen du Conseil les deux points suivants :

1) **Offensive diplomatique pour la mise en oeuvre accélérée de la résolution 812** (en donnant la priorité au déploiement d'observateurs sur la frontière Rwanda - Ouganda) :

a) Il s'agirait, en alertant chacun des intéressés sur l'imminence d'une reprise de l'offensive FPR, le placer nos partenaires devant leurs responsabilités, par de nouvelles démarches urgentes :

- M. Boutros Ghali
- le Président Museveni
- M. Ahmed Salim (Secrétaire Général de l'OUA)
- M. Diouf (Président OUA)
- nos principaux partenaires occidentaux, dont Washington et Londres (M. Juppé doit s'entretenir demain avec M. Hurd).

b) demander au **Premier Ministre rwandais** d'appuyer ces démarches lui-même, surtout auprès des Nations Unies et de l'OUA.

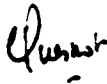
2) **Au cas où le FPR passerait à nouveau à l'attaque, que devons nous prévoir ?**

a) retirer dès maintenant nos troupes restantes en profitant de l'accalmie actuelle (question posée par l'Amiral Lanxade),

sans attendre la mise en place de forces des Nations Unies, comme prévu dans l'accord de Dar-ès-Salam.

b) envoi de nouvelles troupes au cas où le FPR attaquerait ?

c) maintenir nos effectifs actuels en protection de la communauté expatriée. Au cas où la situation ne resterait plus tenable, les évacuer après avoir assuré le rapatriement de nos ressortissants.



Général QUESNOT



Bruno DELAYE